

# Un **sexisme** encore très ancré

**Le sexe ne recule pas, dans notre pays. Tel est le constat inquiétant du cinquième Rapport annuel sur l'état des lieux du sexe en France du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, publié le 25 janvier 2023, à l'occasion de la Journée nationale de lutte contre le sexe, désormais officielle<sup>(1)</sup>.**

Céline PIQUES, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

**D**es observations assez alarmantes ; c'est ce qui ressort du Rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) sur le sexe, publié en début d'année<sup>(2)</sup>. Il repose sur les résultats du deuxième «Baromètre sexe», mené par l'institut Viavoice. En interrogeant un échantillon représentatif de deux-mille-cinq-cents personnes, ce sondage rend compte des perceptions de l'opinion face aux inégalités entre les femmes et les hommes, évalue le degré de sexe de la population, mesure l'adhésion aux outils existants de lutte contre le sexe et restitue les situations vécues par les femmes.

Malgré des avancées incontestables en matière de droits des femmes, la situation est alarmante, et ce malgré le mouvement #MeToo qui permet la libération de la parole des femmes sur les violences sexistes et sexuelles vécues.

Une immense majorité des Françaises et Français constatent des inégalités de traitement : 93 % estiment que les femmes et les hommes ne connaissent pas le même traitement dans au moins une des sphères de la société (travail, espace public, école, famille...). Cette perception du sexe est marquée dans la sphère professionnelle (seulement 20 % estiment que les femmes et les hommes y sont égaux), dans les médias et sur les réseaux sociaux (seulement 32 % des femmes considèrent les médias comme égalitaires, 26 % s'agissant des réseaux sociaux).

Ce constat se prolonge dans les vécus des femmes au quotidien. Les situations dites de «sexe ordinaire» sont par-



(1) C. Piques remercie Sylvie Pierre-Brossolette, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que Marie-Anne Bernard et Xavier Alberti, coprésidente et coprésident de la Commission «Lutte contre les stéréotypes et rôles sociaux», qui ont élaboré ce rapport et dont elle se fait le portevoix dans cet article.

(2) Voir [www.haut-conseil-equalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce\\_rapport\\_annuel\\_2023\\_etat\\_du\\_sexe\\_en\\_france.pdf](http://www.haut-conseil-equalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_rapport_annuel_2023_etat_du_sexe_en_france.pdf).

(3) Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, «Les victimes du sexe en France», Interstats Analyse n° 40, janvier 2022 ([www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications/Interstats-Analyse/Les-victimes-du-sexe-en-France-Interstats-Analyse-N-40](http://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications/Interstats-Analyse/Les-victimes-du-sexe-en-France-Interstats-Analyse-N-40)).

(4) Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, «Les violences sexuelles hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2021» (Interstats Analyse n° 52, novembre 2022 ([www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications/Interstats-Analyse/Les-violences-sexuelles-hors-cadre-familial-enregistrees-par-les-services-de-securite-en-2021-Interstats-Analyse-n-52](http://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications/Interstats-Analyse/Les-violences-sexuelles-hors-cadre-familial-enregistrees-par-les-services-de-securite-en-2021-Interstats-Analyse-n-52))).

(5) Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, «Etude nationale sur les morts violentes au sein du couple - 2021», août 2022 ([www.interieur.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/etude-nationale-sur-morts-violentes-au-sein-du-couple-2021](http://www.interieur.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/etude-nationale-sur-morts-violentes-au-sein-du-couple-2021)).

gées par la majorité des femmes : 57 % ont subi des blagues ou remarques sexistes, 41 % des situations déséquilibrées dans la répartition des tâches ménagères, 29 % des remarques déplacées sur leur physique, 23 % un écart de salaire discriminatoire, 13 % une discrimination à l'emploi. Plus grave, la prévalence de violences sexistes et sexuelles ne baisse pas. Depuis le mouvement #MeToo, on observe même une augmentation nette des violences déclarées. La parole, ou plutôt l'écoute, s'est libérée, mais les politiques publiques qui pourraient être mises en œuvre et faire cesser l'impunité des agresseurs peinent à suivre.

Ainsi, selon l'enquête Interstats sur «Les victimes du sexe en France», publiée en 2022, deux-cent-vingt-mille personnes ont été enregistrées comme victimes d'infractions sexistes<sup>(3)</sup>. Les services de police et de gendarmerie ont enregistré soixante-douze-mille victimes d'infractions à caractère sexuel (hors cadre familial)<sup>(4)</sup>, et cent-vingt-deux femmes ont été victimes de féminicides<sup>(5)</sup> en 2021 (chiffre publié en 2022).

## Des stéréotypes marqués chez les hommes jeunes

Le sexe conduit les femmes à des renoncements quotidiens : neuf femmes sur dix anticipent les propos sexistes et adoptent des conduites d'évitement. Le sexe forme un continuum. Il participe directement à une perte de confiance en soi des femmes, à un renoncement à des choix d'orientation dans des filières majoritairement masculines, comme les filières scientifiques, ou à une peur du harcèlement, notamment dans l'espace public.



Les situations dites de «sexisme ordinaire» sont partagées par la majorité des femmes : 57 % ont subi des plaisanteries ou remarques sexistes, et 29 % des remarques déplacées sur leur physique.

Il existe une difficulté à faire reculer le sexismes structurel, notamment chez les hommes, pour lesquels les situations de «sexisme ordinaire» indiffèrent davantage que les situations de violence et de discrimination. Les stéréotypes sexistes, qui font pourtant le lit des violences sexistes, restent ancrés dans les esprits, en particulier chez les hommes. Ainsi, 50 % des femmes et

62 % des hommes considèrent que les femmes sont naturellement plus douces que les hommes. Un tiers de la population (27 % des femmes et 40 % des hommes) déclare qu'il est normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants; 9 % des hommes considèrent encore qu'il est normal qu'un homme ne s'occupe pas des tâches ménagères

s'il gagne plus que sa conjointe, chiffre qui monte à 15 % chez les hommes de 25-34 ans et à 12 % chez les hommes CSP+. Le clivage de perception entre les femmes et les hommes peut être marqué d'une différence de plusieurs dizaines de points : 57 % des hommes considèrent qu'un homme qui commente la tenue vestimentaire d'une femme est problématique, contre 77 % des femmes, par exemple.

Enfin, et c'est un des enseignements les plus intéressants du rapport : un clivage générationnel apparaît. Nous aurions pu penser que les jeunes générations sont moins sexistes. En fait, ce n'est pas le cas, on observe plutôt une mutation du sexismes entre les générations.

Chez les hommes âgés de plus de 65 ans, le sexismes se traduit par un conservatisme : 78 % considèrent qu'un homme doit prendre soin financièrement de sa famille (contre 67 % en moyenne); 49 % d'entre eux considèrent qu'il est normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants (contre 40 % en moyenne, pour rappel).

### Une offensive masculiniste d'envergure

Chez les hommes âgés de moins de 35 ans, ce sont des clichés masculinistes, défendant une virilité hégémonique, qui sont davantage ancrés : 20 % des 25-34 ans considèrent que pour être respecté en tant qu'homme dans la société, il faut vanter ses exploits sexuels auprès de ses amis

## Le masculinisme: une idéologie de haine sexiste et antiféministe... jusqu'au terrorisme

Le masculinisme est une idéologie politique selon laquelle si la société va mal, c'est parce que les femmes ont pris trop de place, trop de pouvoir. Cette idéologie de haine misogyne se déploie sur les réseaux sociaux par l'organisation de raids de cyberharcèlement contre des femmes, en particulier contre les féministes. Certaines grandes figures propageant la haine misogyne sont très populaires auprès des jeunes générations, comme Andrew Tate, surnommé le « roi de la masculinité toxique », qui déclare : « Je pense que les femmes sont responsables de leur viol. » Une enquête réalisée en 2023 au Royaume-Uni montre que 45 % des Britanniques de 16 à 24 ans avaient une opinion positive de lui, contre seulement 1 % des femmes britanniques du même âge. Les masculinistes se nomment « incels » (« involuntary celib », « célibataires involontaires ») pour contester l'émancipation actuelle des femmes qui est, selon eux, responsable de la perte de leur privilège masculin à pouvoir accéder aux corps des femmes.

En France, le site jeuxvidéos.com abrite nombre de forums masculinistes, et des figures comme Julien Rochedy sont très populaires. Cet ancien responsable des jeunesse du Front national, soutien d'Eric Zemmour en 2022, très populaire sur YouTube, a fondé l'Ecole Major, un institut en ligne aux formations masculinistes, dont le fonds de commerce est la haine du mouvement #MeToo.

C.P.

**« 23 % des hommes entre 25 et 34 ans estiment qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter (11 % en moyenne). Plus inquiétant encore: 48 % des 15-34 ans considèrent que l'image des femmes véhiculées par les contenus pornographiques est problématique, contre 79 % des hommes âgés de 65 ans et plus. »**

(contre 8 % en moyenne); 23 % qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter (11 % en moyenne). Plus inquiétant encore: 48 % des hommes entre 15 et 34 ans considèrent que l'image des femmes véhiculées par les contenus pornographiques est problématique, contre 79 % des hommes âgés de 65 ans et plus. Les jeunes générations d'hommes, beaucoup plus massivement et facilement exposées aux contenus pornographiques que leurs ainés, ont incorporé le discours pornographique qui banalise et érotise la violence misogyne, à un point tel qu'ils n'arrivent plus, pour 55 % d'entre eux, à voir le sexism flagrant des contenus pornographiques.

Les hommes interrogés ont du mal à se sentir concernés, à engager leur responsabilité personnelle, et même parfois, dans un processus d'inversion, certains vont jusqu'à engager la responsabilité des femmes. Le slogan #NotAllMen est une traduction de cette déresponsabilisation collective. On observe même – une réaction

forte contre #MeToo –, un phénomène de « backlash » (« retour de bâton » hostile), qui se manifeste par des raids masculinistes (voir encadré p. 9) sur les réseaux sociaux, notamment par les internautes d'extrême droite. Ainsi, le procès de Johnny Depp contre Amber Heard a été l'occasion d'un déferlement de haine sexiste sur les réseaux sociaux, avec l'organisation d'une propagande masculiniste massive et méthodiquement organisée.

### Des avancées encore timides malgré les enjeux

Malgré une mobilisation en croissance depuis l'avènement de #MeToo, malgré la vigueur des mouvements féministes, notamment chez les jeunes, malgré une imprégnation du grand public par des questions féministes, les dispositifs en termes de politique publique sont perçus comme inopérants, et le débat public avance peu; 45 % des personnes interrogées considèrent n'être pas informées sur

les lois et sanctions existantes pour lutter contre le sexism, et seulement 29 % estiment que l'on parle correctement du sexism dans le débat public.

Pire encore, l'action des pouvoirs publics est jugée efficace par seulement un quart de la population française. La police, la justice, mais aussi l'école et l'université n'inspirent pas confiance pour prendre en charge les questions de violences sexuelles. Seuls les médecins et les associations spécialisées voient leur rôle reconnu et apprécié; 82 % souhaitent pourtant voir la prévention et la lutte contre le sexism devenir un des sujets prioritaires dans l'agenda des pouvoirs publics.

Des possibilités d'agir existent, mais elles nécessitent une volonté politique claire pour s'attaquer autant aux mentalités qu'à leurs effets délétères.

Le HCE a fait dans ce rapport des propositions concrètes (voir encadré ci-dessous). Il est toutefois dommage de constater que ces recommandations sont réitérées année après année. Le constat est clair. Les solutions existent. Pourtant l'action politique ne suit pas. La « grande cause » du quinquennat n'a jamais été financée et portée par la majorité gouvernementale. Alors les mouvements féministes, les associations de terrain comme les institutions, à l'instar du HCE, continuent de faire du bruit pour alerter, sensibiliser, interpeller et obtenir des résultats, envers et contre tout. ●

## Les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans son rapport le HCE propose les mesures suivantes pour lutter contre le sexism:

- dégénérer les jouets destinés aux enfants dès la naissance, comme en Espagne, pays dans lequel les publicités genrées sont interdites;
- garantir l'application de la loi qui prévoit trois séances d'éducation à la vie affective et sexuelle dans les écoles;
- développer un plan d'orientation professionnelle pour susciter des vocations non stéréotypées, notamment parmi les filles, vers les filières scientifiques ou du numérique;
- adopter des manuels scolaires exempts de stéréotypes sexistes, avec une juste représentation des femmes et des hommes;
- lutter efficacement, via l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), contre une image dégradée des femmes dans les médias, et œuvrer à leur juste représentation;
- renforcer la lutte contre les contenus pornographiques illicites qui renforcent la haine sexiste et la culture du viol;

- créer un principe d'éga-conditionnalité: toutes les aides, subventions publiques, notamment vers la presse, les médias ou la culture, doivent être modulées ou conditionnées à la parité (ou non) présente dans les programmes financés par l'argent public;
- institutionnaliser une journée nationale de lutte contre le sexism, le 25 janvier;
- renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (vaste programme !) avec un budget conséquent, en particulier en milieu scolaire, notamment en combattant le harcèlement et le cyberharcèlement des plus jeunes;
- renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en politique;
- développer des budgets genrés qui mesurent la répartition des dépenses publiques entre les femmes et les hommes;
- passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultat, en particulier sur la question des inégalités salariales et professionnelles.

C. P.